

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Le-desarmement-nucleaire-en-2011-p>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°48 > **Le désarmement nucléaire en 2011 ?**

1er février 2011

Le désarmement nucléaire en 2011 ?

Lors de la dernière Conférence d'examen du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) en mai 2010, la majorité des États non dotés d'armes nucléaires, les ONG présentes, des personnalités de premier plan et le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, soutenaient le projet de Convention d'élimination des armes nucléaires. Même la Chine, un des cinq États officiellement dotés d'armes nucléaires, a fait savoir qu'elle était favorable à cette Convention.

Les quatre autres États nucléaires (États-Unis, Russie, France et Royaume-Uni) ont alors opté pour l'opposition frontale, bloquant ainsi toute avancée.

Cependant la délibération finale a reconnu l'existence de cette Convention, même si c'est pour dire qu'aucune décision n'a été prise. C'est une nouveauté encourageante.

Les États-Unis et la France apparaissent maintenant sur la scène internationale comme les plus hostiles au désarmement nucléaire, ralliant les autres opposants, notamment les pays de l'OTAN.

Les cinq États nucléaires devront toutefois présenter en 2014 un bilan sur leurs actions de désarmement. La France va donc inviter ses partenaires à une réunion à Paris en 2011. Pour envisager enfin "un désarmement général et complet" conformément à l'article VI du TNP ? Non ! L'objectif semble plutôt de préparer un rapport au minimum acceptable par la communauté internationale et surtout d'obtenir un front uni des cinq puissances nucléaires lors de la prochaine Conférence du TNP en 2015.

Les États-Unis et la France ne prêtent pas plus d'attention aux autres recommandations de la Conférence.

Le nouveau Traité START entre la Russie et les États-Unis n'a pour but que de réduire leurs grands arsenaux obsolètes datant de la Guerre Froide. Il ne limite aucunement la prolifération verticale, c'est-à-dire la modernisation de leurs armes nucléaires.

La France poursuit aussi ses programmes de modernisation (missile M51...). Bien plus, elle va aider le Royaume-Uni, en difficulté financière, à suivre ce chemin dangereux, prévoyant la construction à Valduc d'un nouveau centre pour la mise au point de nouvelles têtes nucléaires.

La mobilisation de la société civile internationale pour faire accepter une Convention d'élimination doit s'amplifier d'ici la Conférence de 2015. C'est l'objectif de toutes les ONG au niveau mondial. Le Réseau "Sortir du nucléaire" contribue à cette dynamique dans le cadre du réseau mondial Abolition 2000.

Sophie Morel